

ENTRETIEN



«14 000 km de routes nationales seront mis à niveau d'ici 2035»

p.20

ENTRETIEN

«14 000 km de routes nationales seront mis à niveau d'ici 2035»

■ Plusieurs projets routiers d'envergure sont en cours de réalisation dans le cadre de la politique des grands projets d'infrastructures ■ Le ministère poursuit la mise en œuvre du programme spécial des aménagements de sécurité routière (PSAS) 2014-2020 ■ L'accessibilité des zones reculées et montagneuses sera améliorée.

Voies express, routes nationales et autoroutes, désenclavement du monde rural, sécurité routière ou rénovation du patrimoine dont une partie est délabrée... Dans cet entretien accordé à La Vie éco, Abdelkader Amara, ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau, passe au peigne fin les réalisations -en 2016 et au premier trimestre de 2017- du département dont il a pris les rênes au sein du gouvernement El Othmani. Il fait aussi part de ses priorités et détaille sa feuille de route dans le secteur des routes.

■ Quel est le bilan des projets de renforcement des infrastructures routières réalisés durant l'année 2016 et le premier semestre 2017 ?

Tout d'abord, je voudrais rappeler que le Maroc dispose d'un réseau routier classé parmi les meilleurs en Afrique et dans le monde arabe. Ce réseau, à la charge de l'Etat et géré par le ministère de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau (METLE), totalise une longueur de 57 673 km dont 45 156 km revêtus (78,3%) et 12 517 km à l'état de piste (21,7%). Il comprend également 1 093 km de voies express, soit 2,5% du réseau revêtu, et un parc d'ouvrages d'art d'environ 9 400 unités. Le réseau autoroutier, géré par la Société nationale des autoroutes du Maroc (ADM), a quant à lui atteint actuellement un linéaire de 1 770 km, avec un parc ouvrages d'art d'environ 1 374 unités.

Pour renforcer ces infrastructures routières, le ministère consent beaucoup d'efforts pour la maintenance routière qui porte sur la conservation du patrimoine routier et le maintien de son niveau de service, de confort et de sécurité offerts aux usagers de la route. Durant l'année 2016, le linéaire des opérations de maintenance réalisées a atteint



Abdelkader Amara
Ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau

Le prochain contrat-programme autoroutier porte sur un linéaire d'environ 1 460 km

2 335 km pour un coût global de 1,878 milliard de DH. Ces réalisations englobent les opérations d'élargissement de voies, pour augmenter leur capacité, et de renforcement et de revêtement des routes dégradées. Le 1^{er} semestre 2017 a connu la réalisation de 2 400 km en maintenance. Par ailleurs, les travaux de 110 ouvrages d'arts ont été soit achevés, poursuivis ou lancés, durant 2016. Il en va de même pour 96 unités durant le 1^{er} semestre 2017.

En outre, 92 km de voies express ont été mis en service en 2016 et 25 km durant le 1^{er} semestre 2017, à travers tout le Royaume. Les travaux sont en cours sur 448 km et 573 km sont programmés à l'horizon 2022. Quant au réseau autoroutier, qui supporte 21% du trafic, 181 km d'autoroutes ont été mis en service en 2016. Ils concernent l'autoroute El Jadida-Safi sur 140 km et l'autoroute de contournement de Rabat sur 41 km. S'agissant du Programme national des routes rurales (PNRR2), l'année 2016 et le

1^{er} semestre 2017 ont connu le lancement des travaux de construction de 370 km de routes rurales pour une enveloppe budgétaire d'environ 475 MDH, permettant ainsi d'atteindre une longueur totale de 15 030 km, pour un coût global de 15,5 milliards de DH.

Ainsi, on a pu augmenter le taux d'accessibilité de la population rurale au réseau routier à 80%, permettant de désenclaver environ 3 millions d'habitants et ouvrir 13 400 km à la circulation. D'autre part, à fin août 2017, les travaux sur 1 122 km et 30 ouvrages d'art (OA) ont été achevés dans le cadre du programme de mise à niveau territoriale (PMAT). De même, les travaux sont en cours sur 968 km et 17 OA.

■ Qu'en est-il des grands projets en cours et à venir ?

Dans le cadre de la politique des grands projets d'infrastructures, nous poursuivons la réalisation de plusieurs projets d'envergure, en vue d'accompagner le développement économique du pays.

A titre indicatif, je vous cite :

- La voie express du Sud reliant Tiznit à Laâyoune sur 550 km avec un budget d'environ 6 milliards de DH. Les travaux sont en cours sur 40 km et les marchés sont lancés pour 100 km ;

- L'aménagement de la liaison Laâyoune-Dakhla sur 505 km pour un coût d'environ 2 milliards de DH. Les travaux sont en cours sur 219 km et les marchés sont lancés pour 133 km.

- La mise à niveau de la RN9 reliant Marrakech à Ouarzazate sur un linéaire de 177 km avec un budget d'environ 1,8 milliard de DH. Les travaux sont achevés pour la voie express Marrakech-Aït Ourir sur 18 km et sur la section entre Taddart et le Col de Tichka sur 13,5 km. Les travaux sont en cours sur la section entre Toufiht et Taddart sur 30,5 km et ils sont en cours de lancement sur 54 km entre le Col de Tichka et Amerzgane ;

- La réalisation de la voie express Taza - Al Hoceima sur 148,5 km avec un budget

d'environ 4 milliards de DH. Les travaux sont avancés à 75%. De même, les travaux sont en cours sur d'autres sections routières à travers le pays. Il s'agit du déboulement de 133 km pour un montant d'environ 1,018 milliard de DH (RR309 Fquih Ben Saleh - Ouled Zmam, RN9 Ain Harrouda-Berrechid, RN2 Tétouan-Zinat, RN4 Kénitra-Sidi Yahya du Gharb, RN1 Pont Massa-Tiznit, RP6011 Berkane-Saïdia) ; de l'aménagement de 205 km pour un montant d'environ 1,050 milliard de DH (voie de contournement de Rabat, RR317 Kasbat Tadla-Imilchil) ; ainsi que la réalisation de la desserte Nord du Port de Casablanca sur un linéaire de 18 km avec un budget de 600 MDH. Pour les autoroutes, un programme ambitieux est en cours d'études par le ministère. Il porte sur un linéaire d'environ 1 460 km. Dans ce cadre, un contrat-programme est en cours de négociation avec le ministère de l'économie et des finances et ADM. Le reste, qui est à définir avec précision, sera envisagé dans le cadre de concessions au secteur privé.

■ Beaucoup d'argent a été investi dans les infrastructures mais les routes marocaines restent très meurtrières. Que fait votre département pour endiguer ce fléau ?

Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité routière, le ministère a lancé en 2014 le programme spécial des aménagements de sécurité routière (PSAS) qui s'étale sur la période 2014-2020. Il consiste en l'aménagement d'axes potentiellement dangereux pour un coût global de 2,2 milliards de DH, dont 60% est achevé ou en cours pour un coût global de 1,35 milliard de DH, et le traitement des zones d'accumulation

des accidents pour une enveloppe d'un milliard de DH. 161 opérations sont achevées pour un coût global de 115 MDH et 159 opérations ont été lancées pour 225 MDH. Dans le cadre de la stratégie de réhabilitation du parc des ouvrages d'art, le ministère procédera pendant la période 2017/2021 à la reconstruction à l'identique de 150 OA dégradés pour un montant de 1,5 milliard de DH et l'amélioration du niveau de service et mise à niveau de 100 OA du réseau structurant pour un montant de 1 milliard de DH.

■ **Restons dans le même domaine. Dans certaines régions comme le centre et le sud du Maroc, ainsi que dans les zones rurales et montagneuses, l'état des routes laisse à désirer. De plus, la réussite des stratégies sectorielles dépend entre autres de la performance du réseau routier. Quel est l'état des lieux actuel en termes de besoins ?**

Effectivement, le réseau routier se trouve au centre d'un ensemble ambitieux de plans sectoriels nationaux qui impliquent une croissance des besoins en déplacement, en sécurité routière et plus généralement en niveau de service. Il constitue le principal mode de mobilité des personnes et du transport de marchandises dans le Royaume et doit accompagner cette dynamique nationale et servir d'ossature de base pour un aménagement équilibré du territoire.

Dans ce cadre, le ministère a prévu la réalisation d'un ambitieux programme de mise à niveau du réseau structurant (routes nationales) selon des standards bien définis. Ce programme concerne plus de 14 000 km à l'horizon 2035, moyennant un coût estimatif de 40 milliards de DH. Il a pour objectif l'amélioration du niveau de service et de sécurité, de l'accessibilité et de l'attractivité des territoires, l'adaptation du réseau structurant à l'évolution du trafic,

la réduction des temps de parcours et du coût de transport avec, bien sûr, la sécurisation du réseau structurant face aux aléas climatiques.

Parmi les axes routiers concernés par ce programme, je peux citer certains qui se situent dans les régions que vous avez citées, à l'instar de l'élargissement de la RN1 entre Laâyoune et Dakhla et entre Essaouira et Agadir, l'amélioration du niveau de sécurité et de service de la RN9 reliant Marrakech et Zagora et l'élargissement de la RN13 entre Ifrane et Errachidia. Bien entendu, ces axes, et bien d'autres, nécessitent des techniques plus confirmées.

Au niveau des ouvrages d'art, la vétusté du parc, doublée du développement du trafic et des changements climatiques, font que l'état de conservation, de plus du tiers des OA, est en dessous de la moyenne avec plus de 885 ouvrages très dégradés, plus de 2 614 unités submersibles, 110 OA limités en charge et

près de 3 037 ouvrages étroits. Pour remédier à cette situation, une enveloppe globale d'environ 12 milliards de DH est nécessaire pour la réhabilitation et la sauvegarde du parc (OA menaçant ruine pour 2 milliards de DH) et l'amélioration du niveau de service (OA submersibles, étroits et limités en charge pour 10 milliards de DH).

■ **Quels sont les autres priorités et les défis que vous comptez relever ?**

Aujourd'hui, les défis sont multiples. Il faut à la fois préserver le rang honorable que le Maroc occupe à l'échelle internationale en matière d'équipements routiers et sauvegarder le patrimoine, en le gérant en tant qu'actif communautaire qu'il convient de maintenir afin d'éviter sa dépréciation et, surtout, augmenter sa disponibilité au service de l'économie. En même temps, je dirais qu'il faut, en premier lieu, relever les défis de la sécurité

routière en offrant un réseau routier plus sûr aux usagers et, deuxièmement, rendre le réseau routier structurant moins vulnérable aux aléas climatiques en consentant les investissements qu'il faut pour améliorer sa résilience. Il va sans dire que l'accompagnement de la régionalisation avancée au Maroc et des autres stratégies nationales et sectorielles de développement économique est un autre défi auquel nous devons nous atteler en mettant en place les infrastructures routières requises. Bien entendu, tous ces défis nous imposent d'innover en matière de montage financier. Car sans cela, il serait impossible de construire de nouvelles routes aux standards internationaux et de continuer à entretenir le patrimoine routier que nous construisons au fil des ans et qui, je rappelle, dépasse dans ce secteur 250 milliards de DH.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
MEHDI JAOUHARI**